

## LES HARRAGA À OULD-ABBÈS :

## «Où sont ces richesses de l'Algérie dont vous parlez ?»

Après l'émission télévisée diffusée vendredi dernier par l'ENTV sur le thème des harraga, ce fut au tour du ministre de la Solidarité de se rendre dans la wilaya d'Oran dans la journée d'hier pour rencontrer une soixantaine de jeunes ayant vécu l'amère traversée de la mer. La rencontre a eu lieu au niveau du Cras, avec des jeunes visiblement pessimistes sur les éventuelles solutions que pourrait leur apporter le ministre. «Entre la corruption et le chômage, nous choisissons el hargha. Encore et toujours ces hauts responsables qui vivent dans le luxe et ne comprennent rien à notre douleur», nous dirent-ils.

**Amel B. - Oran (Le Soir)** - Prévus à 9h, la rencontre n'a finalement débuté qu'aux alentours de 11h30, un retard imputé à Air Algérie.

Ces jeunes, venus discuter avec le ministre de la Solidarité à sa demande, se sont exprimés avec rage, désespoir et parfois refusant de croire aux paroles des officiels.

«Ces officiels nous ont trop longtemps marginalisés, oubliés, traités comme des moins que rien, ajoutez à cela leurs subordonnés qui, censés nous aider dans le cadre par exemple de l'emploi de jeunes ou encore dans des projets de micro-crédit, exigent de nous des pots-de-vin. Ce ministre que va-t-il nous apporter de plus ? Des paroles ? Des promesses ? On n'y a jamais cru !»

Ces jeunes se sont mis à parler de leur misère et de ce qui a motivé leur émigration clandestine, tout en déclarant à qui veut les entendre : «Certains d'entre eux ici présents ont été refoulés et on peut vous assurer qu'ils sont déjà inscrits pour une autre tentative.»

Comme pour nous prouver leurs dires, l'un d'eux actionnera le haut-parleur de son portable en parlant avec le passeur qui «organise» leur pro-

chain voyage clandestin : «Alors Mohamed, c'est comme convenu, le départ se fera à partir de Ain Turk ? Tu as atteint le nombre souhaité ?»

Son interlocuteur dira : «Justement, j'ai dépassé la trentaine et pour les autres, je passe le relais à un autre ami qui organise un autre voyage.»

A son arrivée, le ministre de la Solidarité s'est dit désolé pour ce qu'il a vu dans l'émission consacrée aux harraga et très affecté par leur désarroi, tout en précisant : «Aujourd'hui, je suis venu en tant qu'émissaire du président Bouteflika pour vous écouter, et c'est ce qui a manqué jusqu'à présent. Nous connaissons parfaitement vos problèmes, vos malheurs, j'étais hors de moi quand j'ai vu de jeunes Algériens musulmans enterrés dans un pays qui ne l'est pas. Ici dans votre pays, il y a des richesses...»

Son discours fut interrompu par une seule et même voix : «Où sont ces richesses dont vous parlez ? Nous, nous n'avons rien reçu, rien vu, nous les harraga, nous voulons des actes et non pas des discours !»

Seule l'intervention d'un représentant du Cras a pu calmer les esprits pour que le ministre puisse reprendre la



Ould Abbès «très affecté par le désarroi et le malheur des jeunes».

parole. Djamel Ould Abbès a tenté de reprendre la discussion, tout en reconnaissant : «Oui, je le sais, vous ne pouvez pas dire oui à ce que vous n'avez pas vu, mais moi je ne suis pas venu de ma propre initiative, je suis envoyé par le grand patron, je parle au nom de l'Etat. Sachez qu'en 2005, il y avait 336 tentatives et en 2007, on en compte 1 568, la situation s'est aggravée, d'où ma venue pour vous proposer de communiquer. J'irai également à Tiar et à Annaba pour le même motif.»

En prenant la parole, ces jeunes, dignes malgré leur misère, ont su affronter le regard de celui qui se disait l'envoyé du «grand patron», et lui ont dit clairement le fond de leur pensée : «Bouteflika a construit, fait des projets destinés aux catégories défavorisées de la population, mais celles-ci n'ont absolument rien vu venir de tous ces projets. La

corruption, la hogra, le chômage, les promesses non tenues, la marginalisation, le refus des banques de nous accorder des prêts, tout ceci nous amène vers une seule destination : el hargha ! Vous voulez des revendications ? On en a qu'une : donnez-nous un travail stable, assuré et une paie de 30 000 DA par mois et nous pourrions vivre décemment ici dans notre riche pays !»

En réponse à ces propos, le ministre de la Solidarité, tout en reconnaissant l'existence de la corruption dont sont victimes ces jeunes, dira : «La corruption, oui, elle existe et depuis neuf ans, le président ne cesse de la combattre et ce n'est pas fini. J'ai une annonce officielle à vous faire : dorénavant, ceux qui n'ont pas le niveau de 9<sup>e</sup> année pour entamer une formation pourront y accéder, ce qui leur permettra par la suite d'entreprendre des demandes de crédit après

avoir proposé un projet, qui sera d'ailleurs encadré sans intermédiaire par le ministère qui pourra avancer jusqu'à 40 millions de centimes, remboursables dans cinq ans !»

Une mesure qui n'a pas ravi tous les jeunes présents à cette rencontre, car pour la plupart «l'âge n'est pas à la formation».

Une remarque faite par l'un des représentants du Cras à l'intention du ministre en précisant qu'il y a un âge limite à toute formation.

Pour précision, les jeunes ayant pris part à la rencontre avec Ould Abbès et sa délégation ont demandé à ne pas être filmés par les caméras de l'ENTV ni pris en photo, estimant que certains utilisent leur misère pour leur propagande ou encore pour les humilier et les mettre dans le box des accusés. Avant même la fin de la rencontre, des jeunes, visiblement déçus par ce face-à-face avec l'envoyé du «grand patron», sont sortis de la salle avec une conviction : «Les paroles sont faciles, le terrain est plus dur, plus compliqué.»

Pour sa part, le ministre leur a fixé la date du 15 mai 2008 pour faire le point avec eux. «D'ici là, nous espérons être déjà bien loin», nous dirent certains.

Cette tentative de l'Etat de nouer le contact avec cette jeunesse désespérée ne semble pas, du moins pour l'instant, avoir eu l'effet souhaité, car ces jeunes attendent beaucoup plus qu'un émissaire. Ils veulent profiter des richesses de l'Algérie dont on ne cesse de leur parler.

A. B.

## LA RENCONTRE A EU LIEU SAMEDI

## Tête-à-tête Bouteflika - Ouyahia

**Abdelaziz Bouteflika a reçu longuement, samedi après-midi à la présidence, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia. C'est ce que nous apprend une source très bien informée.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Les deux hommes se sont vus en tête-à-tête» précise encore notre source qui avoue, toutefois, «tout ignorer de ce qu'ils se sont dits». N'empêche, l'audience accordée par Bouteflika à Ouyahia est pour le moins surprenante.

C'est en fait pour la première fois que le patron du RND remet les pieds au palais d'El-Mouradia depuis son limogeage, dans les conditions que l'on connaît, en mai 2006.

Et même bien avant. L'on se rappelle en effet que les rela-

tions entre le président et celui qui était son chef du gouvernement se sont sérieusement dégradées à partir des tout premiers mois de l'année 2006. Sous l'influence de son entourage immédiat, Bouteflika commençait alors à se «méfier» du patron du RND soupçonné, pour cause, de «nourrir des ambitions nationales».

La maladie de Bouteflika ayant effectivement bombardé le chef du gouvernement qu'était Ouyahia au-devant de la scène, tant médiatique que politique. Ouyahia était pour

ainsi dire le véritable détenteur du pouvoir exécutif et dominait outrageusement la scène.

Des médias, étrangers en particulier, ont commencé à le présenter comme le futur successeur de Bouteflika.

Un soupçon de «lèse-majesté» qui a fini d'ailleurs par précipiter sa chute et remettre même sérieusement en cause sa prometteuse carrière politique.

La colère de Bouteflika contre lui était telle, se rappelait-on, qu'avant d'être limogé officiellement, Ouyahia était tenu, deux mois durant, éloigné de tout : pas de réunion du Conseil de gouvernement, ni celle bien sûr de Conseil des ministres.

Suprême humiliation, tout chef du gouvernement qu'il

était, Ouyahia n'était invité à aucune des réceptions, cérémonies ou dîners officiels.

Hors du gouvernement, Ouyahia entamera, à partir de juin 2006, une traversée du désert qui ne dit pas son nom et prendra une posture «défensive» qu'on ne lui connaissait pas jusque-là : ses sorties publiques sont de moins en moins fréquentes, le ton du discours est, lui, de plus en plus «timide».

A l'intérieur du RND, c'est le président du Sénat et ancien SG du parti, Abdelkader Bensalah, qui prend le dessus. «C'est lui qui détient la décision réelle», dira un membre influent du parti. Un pouvoir que Bensalah détient de sa proximité de Bouteflika bien sûr.

Le tête-à-tête de ce samedi entre Bouteflika et Ouyahia est d'autant plus surprenant que c'en est là un privilège que le locataire du palais d'El-Mouradia n'accorde qu'à de très rares occasions, y compris aux membres du gouvernement. «Même Belkhadem n'est jamais reçu de cette manière», observe notre source. De quoi se sont-ils entretenus ?

Difficile de percer le mystère, mais ce qui s'apparente à une réconciliation est une nouvelle donne politique d'une importance capitale aux multiples implications.

La plus immédiate, déjà, est à prévoir à l'intérieur même du RND.

K. A.